

Erythrée – vague regard derrière la façade de la dictature

D'Alexandra Geiser, Experte en analyse-pays OSAR

Depuis deux ans environ, certains politiciens en Suisse ne cessent d'affirmer que la situation en matière de droits humains se serait améliorée en Erythrée et que les requérant-e-s d'asile originaires de ce pays peuvent bientôt y être renvoyé-e-s. L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR a déjà signalé à plusieurs reprises par le passé les difficultés dans l'obtention d'informations et [a montré, sur la base de rapports actuels, que les violations des droits humains sont très répandues et la situation ne s'est pas améliorée.](#)

Cette année, certains journalistes ont réussi à se procurer un visa, très convoité, pour l'Erythrée. Suite à leur visite dans ce pays d'Afrique de l'Est, ils ont chacun publié un article: Johannes Dieterich le [30 juillet 2015 dans la Badische Zeitung](#), Patrik Wülser le [21 août 2015 dans la NZZ](#) et Eugen Sorg le [26 novembre 2015 dans la Weltwoche](#) (pas librement accessible). Une amélioration de la situation des droits humains peut-elle être constatée sur la base des impressions des journalistes?

Les journalistes ont tous les trois décrit à quel point il est difficile de voir l'envers du décor, par-delà les façades. La beauté fascinante d'Asmara est dépeinte à l'unanimité. Patrik Wülser mentionne explicitement qu'il est difficile de se faire une idée objective de l'Erythrée, la vérité se cachant ainsi entre les lignes. Les journalistes ne sont pas autorisés à se déplacer librement et sont accompagnés par un interprète placé par le gouvernement. Ils doivent s'efforcer d'obtenir des autorisations, même pour des lieux a priori totalement anodins. Eugen Sorg indique qu'il n'a pas reçu l'autorisation de visiter une épicerie subventionnée par l'Etat, et ce sans raisons apparentes. L'organisation des autorisations de voyage serait éprouvante et exaspérante, vu la difficulté de trouver une personne qui ose signer l'autorisation.

Les trois journalistes ont perçu différemment le «climat de peur» si souvent cité. Eugen Sorg estime que le président Afewerki est un autocrate, mais pas un terrible tyran. Seules les quelques personnes se risquant à évoluer dans son environnement immédiat seraient soumises à un danger de mort latent. Sorg n'a pas ressenti de «climat de peur», avant de noter néanmoins que tant qu'Afewerki régnera, toute initiative indépendante et toute pensée originale seront dénuées de sens et ne mèneront à rien. Pour Patrik Wülser et Johannes Dieterich, la crainte de leur personne de contact semblait toutefois clairement perceptible. Wülser a constaté que les Erythréens, à la vue d'un microphone, ne récitaient que des propos pro-gouvernementaux similaires visiblement appris. Des interlocuteurs de confiance lui ont assuré que des déclarations critiques faites à des journalistes étrangers étaient synonyme de perte d'emploi, de prison ou pire. La personne de contact de Johannes Dieterich a aussi refusé d'être nommément citée comme critique du gouvernement – par crainte des représailles.

Il convient de saluer le fait que des journalistes se soient rendus en Erythrée dans le but de se forger une image plus nuancée sur place. Cependant, vu les circonstances décrites, il paraît difficile de juger s'ils ont effectivement réussi à voir en coulisse, derrière la façade. Durant la présentation dans un hôpital modèle pour un million de personnes, Patrik Wülser a réussi à échapper un moment à ses accompagnateurs et a découvert que plus aucun patient n'y était traité depuis longtemps, et qu'il s'agissait dès lors d'un pur établissement de façade.

Une amélioration actuelle, ou dans un proche avenir, de la situation en matière de droits humains ne peut pas être constatée au travers de ces rapports. Les impressions des journalistes qui étaient présents sur place ne constituent ce faisant pas une base d'information suffisante pour une modification de la pratique suisse en matière d'asile.